

MARCHE DE NUIT FEMINISTE



MARDI 8 MARS - 20H
PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE



8 MARS : FÉMINISTES, TANT QU'IL LE FAUDRA !

En cette seconde année de Covid, les droits des femmes restent un enjeu central dans les luttes sociales. Les femmes sont en première ligne depuis le début de l'épidémie, occupant les emplois les plus précaires mais aussi les plus essentiels dans la société, qu'ils s'agisse de postes de maintenance et de nettoyage, ou des emplois les moins bien rémunérés dans les différents secteurs du soin.

Nous réclamons une réelle réponse collective à la crise sanitaire actuelle, visant à soulager la pression sur les personnels de santé et à protéger les personnes les plus fragiles, ainsi que des conditions de travail décentes et une rémunération à la hauteur de leur travail pour toutes les travailleuses.

Les femmes sont également en première ligne face à la crise climatique: dans le monde, 80% des personnes déplacées suite aux catastrophes climatiques et naturelles sont des femmes et des filles selon l'ONU. Ce sont majoritairement elles qui interagissent avec les écosystèmes et prennent des initiatives pour les maintenir.

Nous réclamons la mise en place de politiques écologiques globales, prenant en compte la dimension sociale de l'urgence écologique et le démantèlement des grands groupes qui épuisent les ressources.

Les violences faites aux femmes, déclarées "grande cause du quinquennat", restent négligées, minimisées. Les associations de lutte pour les droits des femmes voient leurs subventions réduites d'année en année, alors même qu'elles font face à une demande de plus en plus forte.

Nous réclamons la prise en compte du travail des associations et structures qui luttent sur le terrain contre les violences, et l'attribution de moyens conséquents pour agir.

L'accès à la santé, à l'IVG et à la contraception reste également variable en fonction de l'activité professionnelle, de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre ou de l'appartenance religieuse supposée...

Nous réclamons un accès aux soins non discriminant et le rétablissement des subventions aux associations qui sont en mesure de le proposer, afin qu'elles puissent remplir leurs missions dans les meilleures conditions possibles.

Les changements d'identité pour les personnes trans et non-binaires, ainsi que l'accès aux parcours de transition constituent encore des procédures lourdes, inaccessibles pour certain-es et complexes.

Nous réclamons la dépsychiatriation des transitions, leur remboursement sans condition, l'accès au changement d'identité sur simple déclaration et l'abolition de la mention de genre sur les pièces d'identité.

La loi de pénalisation des clients met en danger les travailleuses du sexe, qui constatent une augmentation des violences à leur encontre suite à son application, situation que la pandémie actuelle et les confinements répétés ont accentuée.

Nous réclamons donc l'abrogation de cette loi et la décriminalisation du travail du sexe, réclamés depuis longtemps par les syndicats et associations communautaires.

Dans un contexte de montée du racisme, de l'antisémitisme et de l'islamophobie, des politiques et mesures racistes touchent durement les femmes, leur interdisant l'accès aux services publics, à l'éducation, aux soins... sur la base de leurs vêtements.

Nous réclamons la fin du harcèlement islamophobe et l'abolition de la loi du 15 mars 2004, qui empêche les femmes voilées d'accéder à leurs droits. Nous réclamons une réelle prise en compte des violences antisémites, qui sont minimisée voire cautionnées dans l'espace public.

Enfin, la montée de l'extrême droite menace depuis plusieurs années les droits des femmes et des minorités. Face à la montée des idées réactionnaires, masculinistes et anti-féministes d'où qu'elles viennent, organisons-nous, et ripostons !

FACE AUX RÉACTIONNAIRES RIPOSTE FÉMINISTE !

Une garde d'enfants sera proposée lors de la marche. Contacter : planningfamilial74@gmail.com